

Archives municipales d'Angers

Sous-série 24 J

Les Établissements Beauvais et Robin Angers, filiales et entreprises rachetées

SAISON 1926 CIRCULAIRE U. 305

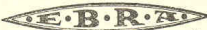
Etabl^{ts} BEAUVAIS & ROBIN

USINE SAINT-SERGE { 5 hectares
MAGASINS - FONDERIE { de superficie La Plus Ancienne Maison de France


Télégr. : UNIVERSALA-ANGERS

BUREAUX : 31, Rue du Maine FONDÉE EN 1780

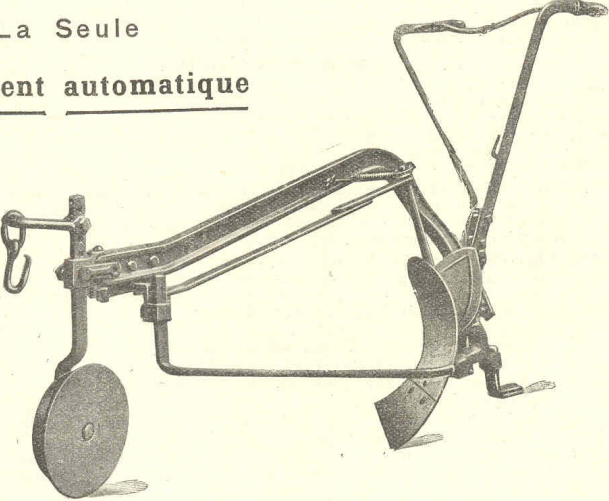
Téléph. / 1^{re} ligne 0.42.
2^e ligne 8.97.
R. G. ANGERS 2065

ANGERS 

CHARRUE-DÉCAVAILLONNEUSE AUTOMATIQUE
“ UNIVERSALA ”

Brevetée S. G. D. G. 

La Seule
réellement automatique



Répertoire numérique détaillé

Par Samuel Boche

Sous la direction de Sylvain Bertoldi
Archiviste-paléographe
Conservateur en chef des Archives municipales d'Angers

Juillet-septembre 2003

Etablissements Beauvais et Robin Angers, filiales et sociétés rachetées

Sommaire

I) Modalités d'entrée	p. 3
II) Présentation et intérêt du fonds	p. 3
III) Historique	
- les Etablissements Beauvais et Robin Angers	p. 4
- la Société des Ateliers Mécaniques de l'Anjou	p. 6
IV) Sources complémentaires aux Archives municipales	p. 8
V) Plan de classement	
- les Etablissements Beauvais et Robin Angers	p. 9
- la Société des Ateliers Mécaniques de l'Anjou	p.11
VI) Répertoire numérique détaillé	
- les Etablissements Beauvais et Robin Angers	p. 12
- la Société des Ateliers Mécaniques de l'Anjou	p. 19

I) Modalités d'entrée

Les archives des Etablissements Beauvais et Robin Angers (EBRA) ont été données aux Archives municipales en juillet 2003 par le dernier PDG de la société, Philippe Caillemer.

Les documents ont été sélectionnés par Sylvain Bertoldi, conservateur en chef du patrimoine, dans les locaux où étaient conservées les archives. Une lettre de don a été signée par M. Caillemer.

Elles sont soumises au régime légal des archives publiques.

II) Présentation et intérêt du fonds

Le fonds (24 J 1-157) représente un métrage total de 4,56 mètres.

C'est le fonds d'entreprise le plus important conservé aux Archives municipales. Il est susceptible d'intéresser tout à la fois l'histoire sociale, économique et industrielle de la ville d'Angers et de sa région. Les documents couvrent la période 1900-1989, avec toutefois une importance et une variété plus marquées pour les années allant de l'après seconde guerre mondiale jusqu'à 1975, décennies de plus grande expansion pour l'entreprise.

Il comporte des documents très divers ayant un intérêt historique particulier, notamment les actes statutaires, les pièces comptables, les fiches du personnel et une documentation variée sur la production et les techniques agricoles. Cette valeur documentaire, à travers de nombreux catalogues, études et revues, représente une des richesses principales du fonds pour les étudiants et les chercheurs. De même, le nombre et la qualité des documents relatifs à l'imposition, aux bilans financiers et aux décisions des associés permettent de suivre au plus près l'évolution interne de cette entreprise, ainsi que sa prise sur la conjoncture économique générale. En outre, les dossiers d'exportation et de publicité, témoins de l'expansion économique de l'entreprise angevine, fournissent des renseignements remarquables sur le fonctionnement des marchés commerciaux. Enfin, il convient de mettre en exergue les agendas (1969-1975) annotés par un employé administratif, qui sont une source exceptionnelle puisqu'ils constituent un véritable "journal de bord" de la société durant ces années.

En complément de ces archives papier, les Archives municipales ont en leur possession de nombreuses photos des machines sortant des ateliers de l'entreprise ainsi que des plans techniques relatifs à la production et aux bâtiments. Ils seront catalogués dans les séries iconographiques (sous-série 37 Fi).

Le cadre de classement reprend les grandes fonctions de l'entreprise, mettant en évidence les différents services producteurs d'archives au sein de celle-ci.

Des éliminations ont été effectuées au cours du classement de ce fonds : les brouillons informes ou illisibles, quelques formulaires vierges et les documents en multiples exemplaires en ont fait l'objet. Ces éliminations n'ont pas dépassé un métrage de 0,35 mètres.

Plusieurs fonds ont été distingués :

- le fonds de l'entreprise EBRA
- le fonds d'une filiale constituée, le Comptoir Agricole de l'Anjou
- le fonds d'une entreprise à laquelle EBRA a souscrit au capital : la Société Immobilière du Maine
- le fonds d'une entreprise rachetée : les Ateliers Mécaniques de l'Anjou

Ce dernier, du fait de son extension et de sa cohérence, fait l'objet d'un traitement particulier.

Dates extrêmes des documents (1900-1989)

Communicabilité selon les délais légaux. L'article 7 de la loi du 3 janvier 1979 relative à la communication des archives prévoit un délai de :

- 120 ans à compter de la date de naissance pour les dossiers de personnel (24 J 70-96; 148-156)
- 100 ans à compter de la clôture du dossier pour les documents relatifs aux affaires portées devant les juridictions (24 J 102-118; 157)
- 60 ans à compter de la date de l'acte pour les documents contenant des informations mettant en cause la vie privée. (24 J 100)

En revanche, le délai de 150 ans n'est pas appliqué aux registres d'infirmier (24 J 100) dont les renseignements (petites blessures et causes des accidents) ne paraissent pas tomber sous le régime du secret médical. Le délai appliqué au cas d'espèce est celui de 60 ans.

III) Historique

Les Établissements Beauvais et Robin Angers

L'histoire des Etablissements Beauvais et Robin est pluriséculaire puisqu'elle remonte à la fin du XVIII^e siècle. Elle s'inscrit dans une forte tradition familiale et dans le souci de faire face aux phases successives du machinisme agricole.

En 1780, Guy Toutain de La Morinière (1754-1828) crée, à l'âge de 26 ans, un négoce de fers en tout genre situé rue du Port-Ligny à Angers. Il se spécialise rapidement dans la fourniture de pièces aux maréchaux-ferrants, préfigurant ainsi les comptoirs de métaux qui se sont implantés par la suite dans les territoires gagnés au développement industriel. En 1808, c'est Gustave Tessier de La Motte, gendre du fondateur, qui prend la tête de l'entreprise jusqu'en 1830. A cette date, il passe la main à son neveu, Louis Thuau. Le fonds ne comprend pas de documents datant de cette période, mais il est intéressant de remarquer que les trois premiers dirigeants de l'entreprise avaient des fonctions de magistrats allant de pair avec leur relief commercial. En effet, Toutain de La Morinière a été commissaire de la juridiction consulaire d'Angers, Tessier de La Motte est élu président du tribunal de commerce d'Angers en 1828 et Thuau a exercé la fonction de juge près cette juridiction. Cette tradition juridique se perd par la suite.

En 1861, ce sont les fils de Louis Thuau, Amédée et Paul, qui reprennent l'affaire familiale. A la fin du XIX^e siècle, le négoce devient usine et "l'Atelier de construction Du Thuau" est une des premières entreprises à se consacrer à l'industrie mécanique agricole avec la fabrication d'éléments de charrues simples pour traction animale. Après la première guerre mondiale, l'entreprise s'installe de part et d'autre de la rue du Maine.

En 1907, Amédée Thuau et son comptable Mérand cèdent le fonds de commerce Gabriel Robin et à Jean Beauvais, leurs neveux respectifs, ce dernier devenant l'inventeur-technicien de l'affaire. Celle-ci devient une société en nom collectif en 1912. La raison sociale est désormais "Etablissements Beauvais et Robin". L'évolution proprement industrielle s'amorce après la première guerre mondiale. En effet, face aux nécessités d'une fabrication intensive, la firme construit entièrement des charrues simples et des brabant de marque Universala notamment. La marque EBRA, déposée en 1925 à titre de marque générale et de commerce, apparaît également sur les catalogues publicitaires, même si la raison sociale de l'entreprise ne devient "Etablissements Beauvais et Robin Angers - EBRA" que lors d'une modification statutaire de 1948.

1928 semble constituer une date majeure dans l'évolution de la société puisque celle-ci est convertie en société à responsabilité limitée dont le capital de 4 000 000 anciens francs est détenu à parts égales par les familles Robin et Beauvais. L'assemblée des associés devient l'organe suprême de décision. Dès cette même année, un brabant réversible porté pour tracteur sort des ateliers. L'entreprise a suivi le tournant de la motorisation agricole, ère nouvelle dans le travail des sols.

Après 1945, tout en consacrant une large partie de son activité à ses fabrications traditionnelles, l'activité s'oriente vers la construction de modèles exigés par l'agriculture moderne. Le nom EBRA se trouve associé à de nombreuses formes de culture mécanisée : herse rotatives, charrues à disques, cultivateurs, pulvérisateurs et semoirs. Ces derniers deviennent le fer de lance de l'activité : dans les années 1960, EBRA contrôle 60 % du marché français des semoirs polyvalents de précision avec 10 000 semeurs produits par an, ce qui en fait le leader européen dans ce domaine. En outre, la charrue portée mixte "Monobitri" présentée au salon de la machine agricole de 1964, est un vrai succès commercial. L'entreprise emploie alors 250 personnes sur un site de 4 ha dont 2 sont couverts et possède 120 machines-outils. Le capital social est alors de 1 500 000 francs. Elle dispose d'une situation confortable et d'une bonne réputation, aidée en cela par l'importance du bassin angevin dans le secteur agricole. Le prestige de la société se cristallise également à travers de la figure du Bonhomme EBRA, dont la marque et le dessin sont déposés.

La production est aussi orientée vers l'étranger : 20 % des affaires se réalisent hors des frontières (Allemagne, Autriche, et Italie) grâce à un puissant service des exportations ; des licences de fabrications sont exploitées en Espagne et en Italie ; une partie de la production est adaptée aux pays tropicaux en développement, dont le Rwanda, le Tchad et le Soudan sont les plus gros clients. Pour cela, EBRA est référencée à la Banque Mondiale, au Fonds Européen de Développement et à la FAO, ce qui lui permet de remporter de nombreux appels d'offres de matériel à traction animale.

Parallèlement à ces réussites industrielles et commerciales, on assiste à des évolutions du capital social (1957 et 1963 notamment), des opérations de croissance externe et des modifications de la gérance de la firme.

D'une part, l'entreprise crée une filiale, le Comptoir Agricole de l'Anjou (CAA) en février 1954, après délibération des associés. Le CAA, SARL au capital de 5 millions de francs, a pour objet l'achat et la vente de matériel agricole et de motoculture, activité pour laquelle EBRA apporte le matériel d'exploitation. De plus, les dirigeants sont Michel Royer, gendre de Jean Beauvais, et Jacques Robin, fils de Gabriel Robin. En 1964, quand le CAA devient une société anonyme, EBRA, en tant que personne morale, a le titre d'administrateur. Cette même année, les gérants du CAA et d'EBRA décident la création de la Société Immobilière du Maine, une SARL au capital de 15 000 francs réparti en 110 parts pour EBRA et 40 pour le CAA. Marie Louise Beauvais et Suzanne Royer en sont les gérantes et l'objet de la SIM est la gestion d'immeubles d'habitation, servant notamment au logement de cadres employés par EBRA. Cette dernière se trouve en possession de toutes les parts sociales en 1978 après diverses cessions, tandis que le siège social de la SIM est transféré dans les locaux de l'entreprise.

D'autre part, concernant les modifications dans la gérance d'EBRA, Jean Beauvais démissionne en 1953, suivi de Gabriel Robin en 1960. Michel Royer et Jacques Robin, dirigent alors l'entreprise. Ce dernier est seul gérant de 1966 à 1970.

A partir du milieu des années 1960, la concurrence, l'inadaptation des réseaux commerciaux au marché et des investissements immobiliers supérieurs aux capacités d'autofinancement entraînent des pertes d'exploitation. Une grève sérieuse portant sur les primes de vacances et les conditions de travail a lieu à l'été 1969. En 1970, EBRA ne compte plus que 185 employés. Des audits appellent à un changement complet de l'organisation voire conseillent une vente de la société. M. Caillemer, petit-neveu de Gabriel Robin, est nommé co-gérant et n'aura alors de cesse de trouver des partenaires financiers pour remettre l'affaire sur pied.

En 1972, l'entreprise est transformée en société anonyme au capital de 1 500 000 francs et le groupe Garnier de Redon en est l'actionnaire majoritaire. Philippe Caillemer est nommé PDG. Des rumeurs font état d'un transfert de l'activité à Redon ou Clermont-Ferrand mais ce dernier obtient que l'activité reste en Anjou. Le groupe Garnier-Redon, en difficulté financière est mis en liquidation judiciaire peu après et EBRA, bien qu'étant une entreprise économiquement saine, est incluse dans la vente des actifs. Un fait singulier se produit alors : lors de la vente aux enchères des actifs du groupe Garnier, le PDG Caillemer rachète 80 % (11 982 actions) de la société qu'il dirige. L'entreprise et ses 147

employés recouvrent leur indépendance. Les ventes des charrues Chisel et Stripel, parangons du labour minimum, concourent alors à la bonne tenue d'EBRA sur les marchés. C'est à cette époque que la société rachète les Ateliers Mécaniques de l'Anjou, qui fabriquent des gonds, des charnières et des paumelles et que le CAA, remis sur pied par M. Caillemer, est revendu à M. Batardière.

L'embellie est de courte durée puisqu'EBRA, incapable de dégager des fonds pour l'investissement, est mise en règlement judiciaire par jugement du tribunal de commerce en 1980. 40 licenciements ont lieu. Grâce à l'action d'un juge-commissaire près ce dernier, l'affaire peut néanmoins continuer quelques années sans accumuler de nouvelles dettes. Il y a encore 80 employés en 1984. En juillet 1985, pour le compte d'une société anonyme à créer, Claude Lajoie fait une proposition de reprise des éléments du fonds de commerce et de l'ensemble des employés sauf un, soit 75 personnes.

La société EBRA S.A voit le jour en août. M. Caillemer en devient le directeur commercial mais n'est pas actionnaire. M. Lajoie, peu présent sur le site, ne peut enrayer les baisses de compétitivité et la mévente des produits. De plus, les investissements sont inexistantes. Trois fois 9 licenciements ont lieu en 1987, tandis que l'entreprise est en cessation de paiement.

La direction crée alors une société de négoce, qui se réalise en association avec Överum, entreprise concurrente suédoise, filiale d'Electrolux, et soucieuse de s'implanter en France. Au capital d'Ebra-Överum, l'entreprise française détient 51 % et la société suédoise 49 %. M. Caillemer en prend le contrôle en 1988. Deux éléments nouveaux sont à noter concernant ce rachat. D'une part, le site rue du Maine est abandonné au profit du chemin du Fresne à Ste Gemmes sur Loire (Maine-et-Loire). Les locaux angevins sont rachetés par la ville qui les transforme en immeubles d'habitation. D'autre part, la société est une filiale d'EBRA-Industries, entité créée par M. Caillemer pour administrer ses entreprises. Sur le site du chemin du Fresne, il n'y a pas plus de 15 employés. EBRA-Överum apparaît comme une porte de sortie pour les dirigeants et les commerciaux. Pour la presse et les syndicats, "EBRA, c'est fini." Des conflits éclatent au sujet du reclassement de 25 salariés licenciés.

EBRA, forte de son expérience du marché français, permet aux suédois d'augmenter substantiellement leurs exportations vers le territoire national. Sur le site du chemin du Fresne, il n'y a pas plus de 15 employés.

Au milieu de la décennie 1990, Electrolux décide de stopper la collaboration entre EBRA et Överum. Reconvertie dans la fabrication de batteries de traction, EBRA nouvelle formule, également filiale d'EBRA-Industries, fonctionne à effectifs réduits jusqu'en décembre 2002. A cette date, elle dépose le bilan, scellant la fin d'une tradition familiale bicentenaire et d'un nom prestigieux de la métallurgie angevine.

La Société des Ateliers Mécaniques de l'Anjou

Le 1^{er} juillet 1926, la Société Verfaillie et Cie, entreprise d'emboutissage et de découpage, est convertie en société anonyme par ses commanditaires. Elle devient la Société des Ateliers Mécaniques de l'Anjou (AMA). Située au 98, boulevard de Strasbourg, elle y reste jusqu'à la cessation d'activité en septembre 1981. Elle se pose en témoin de l'évolution de l'industrie angevine au cours du siècle.

La création de la Société Verfaillie et Cie en décembre 1916 est éminemment liée à la conjoncture historique. En effet, il apparaît que son fondateur, M. Verfaillie, entouré de ses fils et de son gendre Cyrille Dumez, sont des ressortissants belges, mécaniciens de leur état, réfugiés en Anjou après l'invasion allemande. Le patrimoine de l'entreprise se forme par rachats immobiliers successifs entre 1916 et 1926. Il semble par ailleurs que l'appellation "Ateliers mécaniques de l'Anjou" soit usitée dès la création puisqu'on la retrouve sur une publicité de juillet 1919. En janvier 1920, la forme sociale choisie est la société en nom collectif et en commandite simple : la famille Verfaillie se trouve associée à cinq commanditaires. En 1923, la gérance effective de la société passe de Polydore Verfaillie, un des fils, à Henri Camboulives, ingénieur diplômé des Arts et Métiers. C'est le début du désengagement de la famille fondatrice, qui se concrétise en 1926 après que le père Charles-Louis et son jeune fils Léon ont cédé leurs parts à Polydore Verfaillie et Cyrille Dumez, et que ces derniers ont

donné procuration à M. Ballon, leur mandataire, pour les réunions des associés, y compris celles entraînant des modifications statutaires. La famille de trouve alors à Ypres, en Belgique.

La société anonyme qui voit le jour en juillet 1926 continue l'activité de fabrication de matériel et outillage mécanique et agricole par découpage et emboutissage, mais de nouveaux statuts sont adoptés. Elle a un capital social de 510 000 francs, sous la forme de 1020 actions de 500 francs. Si MM. Verfaillie et Durnez demeurent actionnaires à hauteur de 10 actions chacun, les anciens commanditaires possèdent chacun 200 actions : il s'agit de MM. Ballon, Albert et Pousset et de Mmes Ferré et Joubert. L'administration est confiée à trois administrateurs choisis parmi les actionnaires porteurs de plus de 20 parts. Il s'agit de MM. Albert, Pousset et Ballon, tous trois notables angevins, le dernier devenant président du conseil d'administration. En 1935, il passe la main à Charles Pousset dans cette fonction. En ce qui concerne la direction effective et quotidienne de l'usine, M. Camboulives avait laissé son poste à Albert Bouny en 1929.

En mai 1939, la charge d'administrateur revient à trois habitants de la région parisienne, MM. Colmache, Thervoz et Henri Renault, nouveau président du conseil d'administration et PDG. Malgré la guerre et la baisse de production pour corollaire, l'achat de nouvelles machines-outils en 1942 ouvre cependant des perspectives à la société. De 1948 à 1952, on assiste à des augmentations successives du capital social : 1 530 000 en 1948, 3 060 000 l'année suivante, puis 10 millions en 1951 et le double en 1952. Ces modifications se font par des hausses du capital en numéraire ou des prélèvements sur recettes. A cet égard, il convient de préciser que le chiffre d'affaire a crû de 74% en 1951. Parallèlement, les statuts modifiés en 1948 mettent en exergue un enrichissement de l'objet social des AMA : en sus des fabrications traditionnelles sont désormais mentionnées toutes les opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières se rapportant à l'objet social ou venant faciliter sa réalisation. Des appartements sont notamment acquis en région parisienne.

En 1953-54, le chiffre d'affaire baisse face à la crise de la profession, la concurrence qui oblige à baisser les prix et la chute de la productivité. La fabrication des paumelles n'apporte plus les bénéfices escomptés.

A partir de 1955, grâce à un souci d'investissement systématique dès que les résultats financiers le permettent, la tendance s'inverse. La demande repart en France. En 1957, Jacques Pairon est nommé directeur par le conseil d'administration. L'entreprise se spécialise dans les "travaux spéciaux", c'est-à-dire les pièces pour automobiles, les pièces de germoirs et l'outillage de presse tandis qu'elle abandonne la fabrication de ferrures pour caisses d'armement. Les clients principaux sont Citroën, Fixator et Airofiltre. Elle travaille également en association avec les Etablissements Renault, une autre affaire que le PDG possède à Boulogne Billancourt.

L'activité s'oriente également vers l'étranger, notamment l'Afrique (il y a des clients au Cameroun, au Mali, à Madagascar et en Tunisie notamment). Le réseau des représentants est efficace et dense, conditions nécessaires pour dominer la concurrence.

Le capital social, passé à trente millions de francs en avril 1955, est porté à 600 000 nouveaux francs en 1963, après un doublement de la valeur de l'action. Le nombre des employés est de 44 en 1966. L'année suivante, Suzanne Renault, femme du PDG, est nommée administrateur à titre provisoire, avant de devenir PDG un an plus tard, à la place de son mari démissionnaire pour raisons de santé.

Le fonds nous renseigne peu sur les raisons et les circonstances du rachat des AMA par Philippe Caillemer en 1975. En juin, il est porteur de 2276 des 3916 actions de la société et en devient le PDG. Un an plus tard, le capital social passe de 600 000 à un million de francs. M. Pairon est remplacé par M. Stolz en novembre 1977.

En 1980, après un effort d'investissement considérable, le chiffre d'affaire chute, entraînant une perte d'exploitation et un déficit. Cette situation microéconomique difficile est accentuée par le climat général de récession et de restriction du crédit. En août 1981, le compte d'exploitation est déficitaire de 260 000 Francs. La faiblesse des carnets de commande, la dette aux fournisseurs et l'abaissement par la Banque de France du plafond d'escompte autorisé obligent les Ateliers mécaniques de l'Anjou à cesser leur activité et à licencier leur personnel en septembre. De réels efforts sont faits en matière de

reclassement des employés : 15 sur 26 en bénéficient. Début 1982, un industriel marocain rachète les actifs de la société, dont les machines sont remontées au Maroc où une activité de découpage et d'emboutissage est poursuivie.

IV) Sources complémentaires aux Archives municipales

1) Série D : administration générale de la commune

- 1 D 47 : délibération du conseil municipal du 9 novembre 1906
- 1 D 49 : DCM du 8 juillet 1908
- 1 D 51 : DCM du 6 décembre 1910
- 1 D 51 : DCM du 27 décembre 1910
- 1 D 52 : DCM du 12 juillet 1911
- 1 D 52 : DCM du 27 octobre 1911
- 1 D 55 : DCM du 24 juillet 1914
- 1 D 57 : DCM du 4 décembre 1916
- 1 D 59 : DCM du 30 décembre 1918
- 1 D 70 : DCM du 17 octobre 1938
- 1 D 71 : DCM du 18 juin 1942
- 1 D 71 : DCM du 17 septembre 1942
- 1 D 74 : DCM du 7 octobre 1948
- 1 D 74 : DCM du 10 novembre 1948
- 1 D 79 : DCM du 22 juillet 1955
- 1 D 81 : DCM du 21 janvier 1957
- 1 D 81 : DCM du 16 septembre 1957
- 1 D 83 : DCM du 13 février 1959
- 1 D 83 : DCM du 6 juillet 1959
- 1 D 85 : DCM du 24 juillet 1961
- 1 D 86 : DCM du 29 janvier 1962
- 1 D 87 : DCM du 8 avril 1963
- 1 D 88 : DCM du 2 novembre 1964
- 1 D 99 : DCM du 6 avril 1970

2) Série O : voirie

- 1 O 275 : correspondance entre les Etablissements Beauvais et Robin et le service de la voirie relative à la viabilité des terrains de l'entreprise rue du Maine, 1912-1913.
- 1 O 588 : lettre du maire aux Etablissements Beauvais et Robin concernant la possibilité d'obtenir un terrain pour le transformer en jardin ouvrier, 1941.

3) Série T : instruction des permis de construire

- 1 T 670 : dossiers de demande de permis de construire pour la construction ou l'aménagement des bâtiments des Etablissements Beauvais et Robin, 1952-1962.

4) Série W : fonds contemporain

- 57 W 287 : échange de terrains et correspondance entre la Mairie et les Etablissements Beauvais et Robin dans le cadre du prolongement de la rue du Maine, 1932-1940.

- 1346 W 2 : dossiers d'entreprises industrielles (chronologie, correspondance, coupures de presse, renseignements financiers et techniques) dont EBRA (1980-1990).

5) Série J : archives privées

- 1 J 560 : catalogue des Etablissements Beauvais et Robin, 1926.
- 1 J 877 : catalogue de la foire-exposition avec publicité pour EBRA, 1959

6) Ouvrages historiques

- Guépin (E.) *Monographie des industries du ressort de la chambre de commerce d'Angers*, Angers, Editions de l'Ouest, 1924. 4° 618
- Publicités dans *Au pays d'Anjou guide du Syndicat d'initiative de l'Anjou*, Angers, Publicité de l'Ouest et du Centre, 1926. 8° 94
- Publicité et vue d'atelier dans *Au pays d'Anjou, guide du Syndicat d'initiative de l'Anjou*, Angers, Editions de l'Ouest, 1919. Varia 1450
- Encart publicitaire dans *L'illustration économique et financière* (numéro spécial Maine-et-Loire), 1925. Varia 1636

V) Plan de classement

Les Etablissements Beauvais et Robin Angers

I) CONSTITUTION DE L'AFFAIRE : 24 J 1-3

- 1-Actes de société : société en nom collectif Beauvais et Robin, société à responsabilité limitée Beauvais et Robin
- 2-Associés : parts sociales
- 3-Historique : press-book

II) CONSEILS ET ASSEMBLEES : 24 J 4

- 1-Assemblées générales ordinaires et extraordinaires

III) DIRECTION GENERALE : 24 J 5-11

- 1-Information intérieure : notes internes, relations entre les services, bulletin *Le bonhomme EBRA*, études particulières, agendas annotés
- 2-Information extérieure : documentation sur le management et le franchising
- 3-Relations avec les syndicats sectoriels

IV) PATRIMOINE : 24 J 12-17

- 1-Terrains
- 2-Bâtiments : construction, gestion et exploitation, travaux
- 3-Propriétés immobilières
- 4-Véhicules
- 5-Embranchement de chemins de fer
- 6-Réseau de tout-à-l'égout

V) SERVICES FINANCIERS : 24 J 18-20

- 1-Capital social : réduction
- 2-Impôts et taxes : impôt sur les sociétés, documentation sur la fiscalité

VI) COMPTABILITE : 24 J 21-22

- 1-Comptabilité générale : bilans, chiffres d'affaires
- 2-Comptabilité annexe : comptes non commerciaux

VII) SERVICES COMMERCIAUX : 24 J 23-44

- 1-Service des ventes : salons, démonstrations, relations avec les concessionnaires
- 2-Service des exportations : rapports de voyages, documentation et bilans des activités à l'export, dossiers par pays
- 3-Publicité : catalogues de l'entreprise, logos, budget publicitaire

VIII) TECHNIQUES ET PRODUCTIONS : 24 J 45-69

- 1-Brevets d'invention, marques déposées et dessins
- 2-Services techniques : notes et lettres de changement
- 3-Dossiers par production : essais, caractéristiques techniques, tarifs, photos
- 4-Inventaires des stocks : relevé d'inventaire, notes préparatoires
- 5-Documentation sur le secteur agricole : catalogues, revues, annuaires à titre d'information

IX) PERSONNEL : 24 J 70- 101

- 1-Dossiers du personnel : fiches du personnel, dossiers des ingénieurs
- 2-Mouvement du personnel : recrutement et licenciement
- 3-Salaires : taux et revalorisations, documentation.
- 4-Conventions relatives au personnel : comité d'entreprise et caisse de secours
- 5-Problèmes et mouvements sociaux : tracts
- 6-Accidents du travail : registres d'infirmerie, commandes de fourniture, documentation sur la sécurité
- 7-Vie sociale : arbre de Noël, médailles du travail

X) CONTENTIEUX : 24 J 102-118

- 1-Contentieux liés à l'activité
- 2-Contentieux liés au recouvrement
- 3-Contentieux relatifs au personnel : mesures disciplinaires, conseil des prud'hommes

XI) CORRESPONDANCE : 24 J 119-120

- 1-Correspondance personnelle du PDG avec la Société d'Analyse et de Diagnostic Economiques et Financiers
- 2-Correspondance de la direction avec Jean Narquin, député de Maine-et-Loire

XII) DOCUMENTS RELATIFS AUX ENTREPRISES LIEES A EBRA : 24 J 121-122

- 1-Filiale : le Comptoir Agricole de l'Anjou
- 2-Prise de participation : la Société Immobilière du Maine

Entreprise rachetée : les Ateliers Mécaniques de l'Anjou

I) CONSTITUTION DE L'AFFAIRE : 24 J 123-126

- 1-Actes de société : Société Verfaillie et Cie, Société anonyme des Ateliers Mécaniques de l'Anjou
- 2-Actionnaires et actions

II) CONSEILS ET ASSEMBLEES : 24 J 127-129

- 1-Conseil d'administration
- 2-Assemblées générales

III) DIRECTION GENERALE : 24 J 130-134

- 1-PDG : frais de voyage et de représentation
- 2-Dossier des adjudications : relation avec le ministère de la Guerre
- 3-Ententes externes : Société Civile Immobilière Interentreprises de l'Anjou, Service Médical Interentreprises de l'Anjou, Comité Interprofessionnel du Logement.

IV) DOMAINE ET PATRIMOINE : 24 J 135-137

- 1-Terrains
- 2-Bâtiments : plans et exploitation
- 3-Propriétés immobilières

V) SERVICES FINANCIERS : 24 J 138-144

- 1-Impôts et taxes : impôt sur les sociétés, taxe d'apprentissage, autres contributions
- 2-Banques : relation avec la BNP
- 3-Titres et placements

VI) COMPTABILITE : 24 J 145

- 1-Comptabilité générale : bilans, journaux centralisateurs

VII) TECHNIQUES ET PRODUCTIONS : 24 J 146-147

- 1-Brevets d'invention
- 2-Stocks et amortissement : inventaires

VIII) PERSONNEL : 24 J 148-155

- 1-Employés : fiches du personnel, entrées et sorties, décorations
- 2-Délégués du personnel

- 3-Réglementation du travail : inspection du travail, apprentissage
4-Rémunération : livres de paie, commissions versées aux représentants

IX) CONTENTIEUX : 24 J 157

1-Contentieux liés à la cessation d'activité

Répertoire numérique détaillé

Les Etablissements Beauvais et Robin Angers

24 J 1-3 CONSTITUTION DE L'AFFAIRE

- 24 J 1 Actes de société. - **Société en nom collectif Beauvais et Robin**, création : acte de cession du fonds de commerce (1907), immatriculation au registre du commerce, modifications statutaires, dissolution de la société (1928). **Société à responsabilité limitée Beauvais et Robin**, transformation : statuts originaux (1928), modifications statutaires, harmonisation des statuts (1968), publications légales, extraits du registre du commerce.

1907-1975

- 24 J 2¹ **Parts**, cession aux associés : contrat de mariage de M. Royer et Mlle Beauvais portant mention d'une cession de parts (1937), signification de cession de parts, donation-partage (1960) ; dividendes : attribution de dividendes exceptionnels aux associés (1964).

1937-1964

- 24 J 3 **Evolution de l'affaire**, historique : press-book, note sur les origines de la société Beauvais et Robin.

1963-1966

24 J 4 CONSEILS ET ASSEMBLEES

- 24 J 4 **Assemblées générales ordinaires et extraordinaires**, convocations et réunions : procès-verbaux des délibérations des associés, publications légales, correspondance.

1929-1971

24 J 5-11 DIRECTION GENERALE

Information intérieure

- 24 J 5 **Fonctionnement interne**, relation et collaboration entre les services : notes de la direction aux services, notes à l'usine relatives à la réalisation des commandes, notes de services, agendas annotés (1969-1975), correspondance (1943-1977).

- 24 J 6 **Bulletin de liaison**, diffusion : *Le Bonhomme Ebra* (1967-1968).

¹ - Communicable dans un délai de 100 ans à compter de la date des actes.

- 24 J 7 **Études particulières**, organisation de l'entreprise : analyses de situation, projets de réorganisation, organigrammes, notes sur la productivité, correspondance (1954-1977) ; marche économique et financière de l'entreprise : rapport, audit dans le cadre d'une analyse du groupe Garnier.
- 24 J 8 **Informatique**, mise en place et évolution : études, répertoire des termes utilisés, brochures sur le matériel.
1943-1977
- 24 J 9 **Information extérieure**, documentation sur le management, les frais professionnels, l'organisation : brochures, dossier sur le franchising (1972-1975), thèse sur la campagne de publicité (1927), presse, correspondance.
1927-1975
- Relations avec les syndicats sectoriels
- 24 J 10 **Syndicat Général des Constructeurs de Tracteurs et Machines Agricoles**, réunions et activités : statuts, règlements, comptes-rendus de réunion, annuaires, correspondance (1964-1979).
- 24 J 11 **Tropiculture**, réunions et activités : procès-verbaux des assemblées générales, études particulières, bilans comptables, correspondance (1961-1974).
1961-1979
- 24 J 12-17 DOMAINE ET PATRIMOINE
- 24 J 12 **Terrains**, clôture des terrains : devis, factures, plans, correspondance.
1960-1963
- 24 J 13 **Bâtiments**, construction : permis de construire (1962) ; gestion et exploitation : bail de location de bâtiments au Comptoir Agricole de l'Anjou (1954), arrêté préfectoral portant classement des ateliers en 2^e classe des bâtiments dangereux (1962), autorisation d'exploitation de machines ; travaux : programme d'investissement (1964), mémoires de travaux, correspondance.
1927-1976
- 24 J 14 **Propriétés immobilières (rue Cubain, avenue Marie-Talet, avenue Besnardière)**, gestion : devis de travaux, factures, correspondance ; dossier de demande de subvention : formulaire de demande d'aide financière (1962), notes, presse sur le Fonds National d'Amélioration de l'Habitat, correspondance.
1961-1967
- 24 J 15 **Véhicules**, gestion du parc automobile : notes internes sur l'utilisation des véhicules, factures, documentation technique, correspondance. **Garages**, location : reçus de la location du garage de M. Royer ; projet de construction (1958). **Signalisation**, pose de miroirs routiers : devis, correspondance.
1946-1967
- 24 J 16 **Embranchement de chemins de fer**, contrat avec la Société Nationale des Chemins de Fer français : traité (1949), correspondance ; entretien et réparation des voies : factures, brochures, correspondance ; relation avec le Comité Syndical des Chemins de Fer Industriels : grilles tarifaires, convocations aux assemblées générales, correspondance.

1949-1968

24 J 17 **Réseau de tout-à-l'égout**, entretien et travaux : correspondance avec le service de la voirie de la mairie d'Angers, compte-rendu de visite, plans.

1967

24 J 18-20 SERVICES FINANCIERS

24 J 18 **Capital social**, réduction : procès-verbal de la délibération des associés (1937), certificat de dépôt au registre du commerce (1938), inscription modificative au registre du commerce, publications légales.

1937-1938

Impôts et taxes

24 J 19 **Fiscalité**, étude et information : étude sur la TVA (1967), note sur les bases d'imposition.

24 J 20 **Impôt sur les sociétés**, déclarations : dossiers avec bilans financiers, taxe d'apprentissage et correspondance (1918-1971), reçus fiscaux, bordereaux avis.

1919-1971

24 J 21-22 COMPTABILITE

24 J 21 **Comptabilité générale**, bilans : registre des inventaires (1930-1959), compte d'exploitation (1955), rapports comptables (1960-1970), plan comptable (1970) ; chiffres d'affaires : relevés mensuels (1963-1968), tableaux comparatifs.

1930-1970

24 J 22 **Comptabilité annexe**, bilans des comptes non commerciaux : registre des relevés.

1940-1960

24 J 23-44 SERVICES COMMERCIAUX

Service commercial

24 J 23 **Salons, foires, démonstrations**, préparation et déroulement : liste du matériel, notes relatives aux frais, arrêté préfectoral autorisant le transport de matériel (1986), rapports de démonstration, correspondance (1956-1986).

24 J 24 **Concessionnaires**, établissement du réseau commercial : projet de contrat de concession de licence, convention d'exclusivité (1969), bulletin d'information à l'attention des concessionnaires, contrats-types de clients et de dépôt-vente, statuts des sociétés concessionnaires (1969-1978) dossier de convention avec la Régie Renault (1958-1964).

24 J 25 **Représentants**, activités externes : comptes-rendus de visites, tableau des secteurs géographiques, rapports des réunions des voyageurs, notes (1962-1968).

1956-1986

Exportations

- 24 J 26 **Service de l'exportation**, gestion des marchés à l'export : rapports de voyages à l'étranger, notes sur les productions à l'export, brochures, bilan des ventes (1962-1969).
- 24 J 27 **Espagne**, liens commerciaux : factures, bords d'expédition, brochures, notes sur la législation commerciale et sur le régime des investissements étrangers, télex, correspondance (1973-1987).
- 24 J 28 **Belgique** : idem (1971-1980).
- 24 J 29 **Grèce** : idem (1978-1987).
- 24 J 30 **Jordanie** : idem (1981-1984).
- 24 J 31 **Egypte** : idem (1979-1988).
- 24 J 32 **Guinée** : idem (1970-1986).
- 24 J 33 **Cameroun** : idem (1977-1987).
- 24 J 34 **Zaire** : idem (1974-1986).
- 24 J 35 **Dahomey** : idem (1970-1987).
- 24 J 36 **Côte d'Ivoire** : idem (1979-1986).

1962-1988

Publicité

- 24 J 37 **Budget**, préparation : détail des frais, projet de budget publicitaire pour les semoirs (1957-1958), liste des abonnements, notes (1957-1964).
- 24 J 38 **Visites de l'entreprise**, organisation et demandes : notes, correspondance (1959-1964).
- 24 J 39 **Enseignes publicitaires**, pose : arrêté municipal autorisant la pose d'enseigne (1956), facture, correspondance (1955-1962).
- 24 J 40 **Divers** : dossier de collaboration avec l'ORTF (1968), presse.
- 24 J 41 **Opérations publicitaires**, réalisation : enveloppes à en-tête, cartes de visite, gravures, photos, logotypes, dossier "Amanco".
- Catalogues et brochures de l'entreprise :**
- 24 J 42 - 1906-1911
- 24 J 43 - 1913-1965
- 24 J 44 - 1965-1973

1906-1973

24 J 45-69 TECHNIQUES ET PRODUCTIONS

Brevets et marques

- 24 J 45 **Brevets d'invention**, dépôt : tableau des brevets en vigueur, dossiers complets de dépôt avec plans et caractéristiques techniques, avis de paiements des annuités, formulaires de dépôt, notes sur la propriété industrielle, guide du déposant (1964), correspondance (1957-1989).
- 24 J 46 **Brevets concurrents**, renseignement : brevets de procédés agricoles déposés par des entreprises françaises et étrangères, correspondance (1937-1981).
- 24 J 47 **Marques de fabrique et dessins**, dépôt et cession : formulaires d'enregistrement, tableau récapitulatif, certificat de dépôt, acte de cession de la marque "EBRA" (1988), notes sur les formalités de dépôt en France et à l'étranger, correspondance (1902-1988).

1902-1989

24 J 48 **Services techniques**, activités : lettre de changement, note sur la méthode de calcul des cotes fonctionnelles

1976-1978

Dossiers par production

24 J 49 **Charrues réversibles, dont Monobitri**, études et fabrication : rapports d'essais, plans, notes internes, catalogues des pièces détachées, comptes-rendus de visites à la clientèle, tarifs, brochures, photos, correspondance (1955-1968).

24 J 50 **Semoirs** : idem (1959-1977)

24 J 51 **Charrue 1000** : idem (1967-1973).

24 J 52 **Stripel** : idem (1970-1973).

24 J 53 **Vibrel** : idem (1972-1977).

24 J 54 **Chisel** : idem (1965-1973).

24 J 55 **Omniculteurs** : idem (1966-1968).

24 J 56 **Minifertil/Minifertil Riz** : idem (1965-1970).

24 J 57 **Planteuses** : idem (1970-1973).

24 J 58 **Cultivateurs** : idem (1961-1969).

24 J 59 **Herses** : idem (1974-1977).

24 J 60 **Autres productions** : idem.

1955-1977

24 J 61 **Stocks**, inventaire : relevé d'inventaire (1963), notes préparatoires (1972).

1963-1972

Documentation sur le secteur agricole

24 J 62 **Dossier sur les semis** (1968-1978).

24 J 63 **Dossier sur la culture sans labour** (1966-1971).

24 J 64 **Dossier sur les planteuses de pommes de terre** (1966-1968).

Techniques et productions agricoles, information : bulletins, ouvrages, annuaires, catalogues, revues, brochures et bulletins spécialisés, presse.

24 J 65 - 1900-1920

24 J 66 - 1933-1957

24 J 67 - 1963-1970

24 J 68 - 1971-1986

24 J 69 **Correspondance** (1951-1977)

1900-1986

24 J 70-101 PERSONNEL

Employés, gestion des effectifs : fiches des employés

24 J 70 - Abdallah à Barjou

24 J 71 - Beaufils à Bleunven

24 J 72 - Blin à Bouteiller

24 J 73 - Boutin à Candé

24 J 74 - Canova à Cholet

24 J 75 - Chouteau à Daburon

24 J 76 - Dady à Desson

24 J 77 - Desveaux à Fardeau

- 24 J 78 - Fargalla à Gaultier
- 24 J 79 - Gaumer à Gouraud
- 24 J 80 - Gourcuff à Hamard
- 24 J 81 - Hamel à Jasnin
- 24 J 82 - Jastrzebski à Laurent
- 24 J 83 - Lautram à Lemoine
- 24 J 84 - Lemonnier à Ludault
- 24 J 85 - Mabillais à Menant
- 24 J 86 - Ménard à Mussard
- 24 J 87 - Nadjari à Pessard
- 24 J 88 - Petit à Pucel
- 24 J 89 - Quenet à Rivron
- 24 J 90 - Robert à Schmitt
- 24 J 91 - Schneider à Thomas
- 24 J 92 - Thomassin à Zemouri
- 24 J 93 - Employés partis en 1987 et 1988

XX^e siècle

- 24 J 94 **Ingénieurs**, gestion des effectifs : dossier par ingénieur avec contrats de travail, études, correspondance (1948-1965) ; recrutement : formulaires de renseignements, plannings, correspondance (1963-1965).

1948-1965

- 24 J 95 **Mouvements du personnel**, recrutement et licenciement : lettres-types, formulaires d'embauche, extrait du registre des travailleurs étrangers, notes à titre d'information, presse, correspondance.

1956-1961

- 24 J 96 **Salaires**, fixation du taux et versement : bulletin de salaires, indices salariaux, notes internes, dossier sur le SMIG, procès-verbaux des délibérations de Groupement des industriels métallurgistes d'Angers et région, accords salariaux, gratifications exceptionnelles (1964).

1945-1976

Conventions relatives au personnel

- 24 J 97 **Comité d'entreprise**, réunions et convocations : demandes de convocations, procès-verbaux des réunions, règlements adoptés, brochures sur le fonctionnement, liste des membres, registre des procès-verbaux des élections et réunions des délégués du personnel (1946-1967), correspondance.

- 24 J 98 **Caisse de secours**, comptabilité : registre des recettes et dépenses (1946-1957).

1945-1980

- 24 J 99 **Mouvements et problèmes sociaux**, revendications : tract du PCF, petites annonces satiriques.

1963-1976

- 24 J 100 **Infirmierie**, accidents du travail : registres d'infirmierie (1951-1971), bons de commandes de produits pharmaceutiques, notes et brochures sur la sécurité, correspondance.

1951-1987

24 J 101 **Vie sociale**, remise de médailles du travail : presse, correspondance ; organisation d'un Arbre de Noël : programme, correspondance.

1966-1967

24 J 102-118 CONTENTIEUX

Contentieux liés à l'activité

24 J 102 **Affaire Ota**, instruction et jugement : notes internes, factures, conclusions, correspondance (1973-1975).

24 J 103 **Affaire Opico (marque "Chisel")** : idem (1968-1974).

24 J 104 **Affaire Lamazou et Nodet Gougis** : idem (1974-1978).

24 J 105 **Affaire Sumagri** : idem (1978-1979).

24 J 106 **Autres affaires** : idem (1973-1979).

1968-1979

Contentieux liés au recouvrement

24 J 107 **Société Nationale de Renseignements Commerciaux et de Recouvrement**, activités juridiques : bordereaux de règlements brochures, notes de débit, relevés de comptes, chèquiers multiservices, correspondance (1974-1978).

24 J 108 **Société de Gestion et d'Arbitrage** : idem (1954-1971).

24 J 109 **France Recouvrement** : idem (1963-1969).

24 J 110 **Cabinet Vatel** : idem (1970-1978).

24 J 111 **Renseignements commerciaux et recouvrement**, documentation : brochures, cartes de visite, formulaires de requêtes, publicité, presse, correspondance (1971-1986).

1954-1986

Contentieux relatifs au personnel

24 J 112 **Affaire Pauvert et Pithon**, instruction et jugement : convocations à comparaître, conclusions du tribunal, assignation, procès-verbaux, notes internes, dépositions, bulletins de salaires (1972-1980), correspondance.

24 J 113 **Affaire Vaugarny** : idem (1974-1979).

24 J 114 **Affaire Mary et Mocquet** : idem (1976-1980).

24 J 115 **Affaire Coulon** : idem (1969-1974).

24 J 116 **Affaire Lenestour** : idem (1977).

24 J 117 **Autres affaires** : idem (1974-1979).

24 J 118 **Conseil des prud'hommes**, information sur l'activité : articles du *Jurisclasseur doctrinal*, listes des employés pour inscription sur les listes électorales, correspondance.

1972-1980

24 J 119-120 CORRESPONDANCE

24 J 119 **Correspondance personnelle du PDG avec la Société d'Analyse et de Diagnostic Economiques et Financiers**, préparation et étude des réunions du jury de la SADEF : listes des membres, convocations, procès-verbaux ; demandes de prêts financiers : fiches d'entreprises, dossiers soumis à l'étude du jury.

1979-1980

24 J 120 **Correspondance du PDG avec Jean Narquin, député de Maine-et-Loire,**
demande d'intervention et de renseignements : correspondance.
1976-1977

24 J 121-122 DOCUMENTS RELATIFS AUX ENTREPRISES LIEES A EBRA

24 J 121 Comptoir Agricole de l'Anjou. - **Actes de société**, création: déclaration
d'immatriculation au registre du commerce, publication légale, statuts (1954).
Comptabilité, bilans : chiffres d'affaires (1962-1968). **Impôt sur les sociétés**,
déclarations : reçus fiscaux, bordereaux avis (1954-1955)
1954-1968

24 J 122 Société Immobilière du Maine. - **Actes de société**, création : étude préalable à la
création de la société, statuts originaux (1964), modifications statutaires (1969-1976),
cession de parts (1975-1978). **Assemblées générales**, convocations et réunions :
correspondance, procès-verbaux (1965-1977). **Impôt sur les sociétés**, déclarations :
rapports comptables, correspondance (1964-1975). **Propriété immobilière** (9, rue
Cubain), gestion et vente : bail, règlement de co-propriété, mandat de vente,
correspondance (1965-1978).
1964-1978

Entreprise rachetée : les Ateliers Mécaniques de l'Anjou

24 J 123-126 CONSTITUTION ET EVOLUTION DE L'AFFAIRE

Actes de société
24 J 123 **Société Verfaille et Compagnie**, administration : minutes du greffe du tribunal de
commerce portant modification de la gérance (1923), cession de droits (1926),
pouvoirs ; extension du domaine : mandats de vente (1907-1926), contrats
d'assurance, notes d'honoraires, certificats liés aux hypothèques, correspondance.

24 J 124 **Société anonyme des Ateliers Mécaniques de l'Anjou**, création et transformation :
statuts originaux (1926), modifications statutaires, immatriculations au registre du
commerce, certificats de dépôt au tribunal de commerce, publications légales, notes
sur le fonctionnement des sociétés anonymes, dossier d'augmentation du capital
(1976), correspondance.
1907-1976

24 J 125 **Actionnaires et actions**, transferts et distribution de dividendes : bon de transfert, bon
d'acceptation de transfert (1942), liste des actionnaires, procès-verbal de l'assemblée
générale du 10 juin 1974, quittances de revenus de valeurs mobilières, état des
coupons payés (1948), correspondance.
1940-1976

24 J 126 **Cessation de l'activité**, préparation et décision : rapport sur l'arrêt d'exploitation,
bilans comptables, assignation, correspondance.
1981-1982

24 J 127-129 CONSEILS ET ASSEMBLEES

24 J 127 **Conseil d'administration**, réunions : registre des délibérations, procès-verbaux, correspondance.

1926-1968

Assemblées générales ordinaires et extraordinaires, convocations et réunions : feuilles de présence, procès-verbaux des délibérations, rapports du commissaire au compte, rapport du conseil d'administration, publications légales, correspondance.

24 J 128 - 1930-1967

24 J 129 - 1968-1977

1930-1977

24 J 130-134 DIRECTION GENERALE

24 J 130 **Président-directeur général**, gestion des frais de voyage et de représentation : détails des frais, notes de restaurants.

1971-1976

24 J 131 **Dossier des adjudications**, relation avec le ministère de la Guerre : extraits des minutes du greffe du tribunal de commerce, certificats de bonne vie et mœurs, justificatifs fiscaux, certificat de dépôt, correspondance.

1923-1940

Ententes extérieures

24 J 132 **Société Civile Immobilière Interentreprises de l'Anjou**, réunions : texte des résolutions, bilans, correspondance (1948-1982).

24 J 133 **Service Médical Interentreprises de l'Anjou** : idem (1948-1962).

24 J 134 **Comité Interprofessionnel du Logement** : idem (1956-1979).

1948-1982

24 J 135-137 DOMAINE ET PATRIMOINE

24 J 135 **Terrains**, vente et acquisition : délibération du conseil d'administration, contrat de vente (1956), état des hypothèques sur la parcelle, plans.

1956-1969

24 J 136 **Bâtiments**, description : plan d'implantation des bâtiments (1960) ; exploitation, arrêté de transfert d'exploitation, correspondance.

1931-1960

24 J 137 **Propriétés immobilières**, gestion et vente : déclaration d'impôt pour le recouvrement du droit de bail, dossier des locataires avec quittances de loyer et baux, correspondance.

1963-1979

24 J 138-144 SERVICES FINANCIERS

Impôts et taxes

- 24 J 138 **Impôt sur les sociétés**, déclarations : dossier des déclarations avec bilans comptables, correspondance (1963-1977).
- 24 J 139 **Taxe d'apprentissage**, recouvrement et exonération : formulaires de versement, demandes d'exonération, reçus fiscaux, notices d'information, correspondance. (1953-1978).
- 24 J 140 **Formation professionnelle continue**, financement : formulaires, notices, accusé de réception de déclaration, correspondance (1973-1977).
- 24 J 141 **Impôts locaux**, déclarations : formulaire de révision des évaluations cadastrales, correspondance (1970-1973).
- 24 J 142 **Autres contributions directes et indirectes**, recouvrement : notification de redressement, avis d'absence de redressement, correspondance (1945-1978).
- 1945-1978*
- 24 J 143 **Banques**, relation avec la BNP : renseignements bancaires sur les clients, apurement des exportations, relevé des intérêts crédités en compte, état de rapprochement, correspondance.
- 1972-1982*
- 24 J 144 **Titres et placements**, constitution d'un portefeuille : reçus, certificats de parts, titre de dette publique, bordereau de souscription.
- 1924-1975*
- 24 J 145 COMPTABILITE
- 24 J 145 **Comptabilité générale**, bilans : journaux centralisateurs (1962-1981), comptes d'exploitation, balances des clients et des fournisseurs.
- 1969-1978*
- 24 J 146-147 TECHNIQUES ET PRODUCTIONS
- 24 J 146 **Brevets d'invention**, dépôt : certificat d'utilité, plans techniques, certificat de dépôt, projet de brevet, notes de débit, correspondance.
- 1975-1979*
- 24 J 147 **Stocks et amortissement**, inventaires : livre d'inventaire (1962-1981), relevés détaillés des amortissements par année et types d'acquisitions, état de l'outillage.
- s.d.-1981*
- 24 J 148-155 PERSONNEL
- Employés**, gestion des effectifs : fiches du personnel.
- 24 J 148 - Aiguillard à Jamin
- 24 J 149 - Jemin à Zouaui
- 24 J 150 - Employés partis à la cessation d'activité
- XX^e siècle*
- 24 J 151 **Mouvements du personnel**, recrutement et licenciement : répertoire alphabétique et relevé des entrées et sorties, livre d'embauche (1929-1981), relevé mensuel des

embauchages et licenciements (1976-1981), registre des absences pour maladie (1971-1981).

1929-1981

24 J 152 **Vie sociale**, décoration : dossier d'attribution d'une médaille du travail.

1969

24 J 153 **Délégués du personnel**, élections et décisions : liste des élus, notes sur les modifications d'horaires, procès-verbaux des élections.

1976-1980

Réglementation du travail

24 J 154 **Apprentissage**, demande d'agrément pour maîtres d'apprentissage : accusé de réception, correspondance (1977-1978).

24 J 155 **Inspection du travail**, visites : attestation provisoire de contrôle, rapports de visites avec infraction à la législation du travail, registres de l'inspection du travail, notes sur les réquisitions de véhicules, correspondance.

1922-1978

24 J 156 **Rémunération**, versement : relevé des comptes-commissions et rémunérations pour congés des représentants (1952-1981), livres de paie (1943-1980).

1943-1981

24 J 157 CONTENTIEUX

24 J 157 **Contentieux liés à la cessation d'activité**, instruction et jugement : assignation, extrait des minutes du greffe du tribunal de commerce, conclusions, correspondance.

1981-1982